

Tableau 5 : (suite)

Moyennes entreprises	932	592	552,9	682,3
nouvelles usines	60	72		
travaux d'agrandissement	60	85		
restructuration industrielle	210	215		
entreposage	196	200		
silos	406	20		
IMMEUBLES COMMERCIAUX				
TOTAL	550	110	1 236,8	1 122,7
bureaux luxueux	28	30		
bureaux de catégorie moyenne	70	60		
centres commerciaux	11	20		
supermarchés	21			
magasins	420			
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS				
TOTAL	202	194	204,0	242,8
centres sportifs	14	20		
établissements scolaires	140	130		
universités	6	4		
salles de spectacle (cinéma, théâtre, etc.)	14	10		
églises	28	30		
HÔPITAUX ET CLINIQUES				
TOTAL	36	45	52,5	60,3
hôpitaux de taille moyenne	11	13		
cliniques	25	32		
ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS				
TOTAL	74	58	1 162,8	1 666,3
luxueux	21	15		
catégorie moyenne	28	17		
motels	25	26		
TOTAL			13 499,9	16 734,4

Source : Catálogo CIHAC de la construcción, 1991

Comme le montre le tableau ci-dessus, c'est dans le secteur résidentiel que les investissements privés sont le plus élevés, avec 64 p. 100 de l'ensemble des investissements en 1991. Notons que près de la moitié de ce montant a été investi dans la construction de résidences de catégorie moyenne, notamment des maisons unifamiliales, suivies des logements subventionnés (*voir plus bas*) et de l'auto-construction, catégorie très difficile à évaluer. Le secteur qui occupe le deuxième rang est celui des bâtiments industriels, suivis de près par les établissements hôteliers et les immeubles commerciaux. Les autres catégories de bâtiments détiennent une part relativement petite du marché. Dans le secteur de la construction hôtelière, FONATUR (Fonds national pour le tourisme, administré par le gouvernement) joue un rôle important dans l'aménagement de nouvelles infrastructures touristiques. Grâce au Fonds, des crédits de l'ordre de 63 millions de dollars ont généré en 1990 des investissements totaux de 155 millions dans la construction hôtelière.

4.3 Habitation

Plusieurs organismes participent à la construction et à la vente d'habitations : les banques locales ont institué un programme national de logement, et il existe un certain nombre de fonds encourageant l'épargne dont INFONAVIT et FOVISSSTE, programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral et divers organismes publics. Les crédits accordés par les banques locales à des projets de construction ont considérablement augmenté au cours des deux dernières années. Le montant total des prêts consentis au secteur de la construction, qui s'élevait à 649 millions de dollars en 1988, est passé à 3 228 millions en 1990, soit une augmentation réelle de 198,8 p. 100. Quelque 98 p. 100 de ces prêts ont été contractés auprès d'établissements bancaires privés.

On estime à environ 675 000 le nombre total d'habitations construites en 1991, et l'on estime qu'il augmentera de 3,8 p. 100 par année. Selon le Centre de développement de la construction et de l'habitation (*Centro Impulsor de la Construcción y la Habitación, A.C. - CIHAC*), 381 200 de ces unités sont acceptables, alors que les autres sont de qualité insatisfaisante, en raison notamment des matériaux employés. Parmi les unités d'habitation de qualité acceptable, 53 p. 100 sont des logements subventionnés construits par le secteur structuré (principalement par des établissements publics). Le reste, soit 47 p. 100, est constitué pour une grande part d'habitations de catégories moyenne ou économique construites par le secteur non structuré, sans aide au financement.

Les investissements publics dans la construction d'habitations à loyer modique ont augmenté de 18,5 p. 100 en 1990, après avoir affiché pendant deux années consécutives des taux négatifs de 11 p. 100. Dans ce secteur, les investissements sont passés de 2,9 milliards de dollars en 1989 à 3,2 milliards en 1990. Le tableau suivant présente le nombre de maisons financées par différents organismes gouvernementaux entre 1988 et 1990, ainsi que le nombre de mises en chantier prévues en 1991, par organisme, en unités construites et en valeur des investissements prévus.